

Flux & Reflux

Le bulletin d'information du Programme d'assainissement du littoral atlantique

Hiver 2007

Bienvenue au PALA du Labrador!

Nouvelles du bureau du PALA d'Environnement Canada à Dartmouth, Nouvelle-Écosse

Nous sommes heureux d'accueillir au sein du PALA deux nouveaux sites au Labrador. L'un est situé au centre de la province, dans la partie supérieure du lac Melville, et l'autre se trouve sur la côte sud.

Ces dernières années, nous avons sondé l'opinion du grand public et examiné les questions environnementales à l'échelle du Labrador afin de déterminer quel serait le meilleur endroit pour établir un site du PALA. Nous avons tenu compte notamment de la diversité culturelle des Inuit, des Métis, des Innu et des descendants d'Européens, du nombre d'espèces en péril et de l'accélération du développement industriel dans les années à venir, qui pourrait exercer un stress sur les écosystèmes régionaux. Il a fallu prendre également en considération certains défis socio-économiques – p. ex. grande masse de terre avec une petite population humaine et isolement géographique – pour développer le modèle de PALA au Labrador.

En discutant avec les gens partout au Labrador (il y a eu plus de 100 entrevues et une série d'ateliers), nous avons constaté qu'il existait un réel besoin pour un programme basé sur les collectivités et que le PALA serait fort bien accueilli par nombre de celles-ci. Ces considérations et le fait que le Labrador représente plus de la moitié de la superficie terrestre du Canada atlantique ont amené Environnement Canada à porter

son choix sur deux sites plutôt qu'un seul : la partie centrale supérieure du lac Melville et la côte sud.

Comme l'emplacement des nouveaux sites a été annoncé au printemps dernier, beaucoup d'efforts ont été déployés pour mettre les groupes sur pied et en fonctionnement aux deux endroits. Des rencontres avec les collectivités ont été tenues en juin à Happy Valley-Goose Bay et à Cartwright en vue de mobiliser les membres intéressés. D'autres réunions ont eu lieu en septembre; elles ont débouché

sur la formation d'un conseil d'administration intérimaire aux deux emplacements. Les deux groupes s'emploient actuellement à mettre les choses en branle et à parachever la planification et

les procédures nécessaires pour s'incorporer en tant qu'organismes sans but lucratif. Une fois ces démarches accomplies, ils passeront avec Environnement Canada des ententes de financement qui leur permettront d'embaucher du personnel et de monter un bureau. Lorsque le personnel sera en place et encadré par un conseil d'administration composé de bénévoles, le processus consistant à relever les questions prioritaires en termes de durabilité pourra commencer à être mené au niveau des collectivités. Nous nous réjouissons à l'idée de savoir quels sont les enjeux clés sur lesquels les collectivités nous demanderont de porter notre attention. C'est à suivre!

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Colleen McNeil, coordonnatrice du PALA, au (902) 426-5777.



Dans ce numéro :

La science et les collectivités au service du rétablissement

Efforts collectifs pour rendre Saint John plus propre et plus verte

Surveillance de l'eau du ruisseau Nut

Revitalisation d'un repère pour la collectivité

Le message du PALA se rend en Corée du Sud

Campagne contre les décharges illégales



Ce bulletin semestriel se veut un outil de communication pour les personnes associées au PALA et les autres intéressés. Le présent numéro donne un aperçu de certains programmes fort intéressants menés par des équipes du PALA. Il sera question d'autres groupes dans le numéro de l'automne 2007.



Participants au Programme d'action côtière dans le sud-est du Labrador.



La science et les collectivités au service du rétablissement : congrès sur les espèces en péril

Bluenose Coastal Action Foundation, Nouvelle-Écosse

En automne 2006, la Fondation Bluenose Coastal Action Foundation a été l'hôte d'un congrès sur les espèces en péril intitulé « La science et les collectivités au service du rétablissement », qui s'est tenu au Musée atlantique de la pêche à Lunenburg, en Nouvelle-Écosse. L'événement a attiré une centaine de participants parmi lesquels des représentants de groupes communautaires, des Premières nations, du gouvernement, du milieu universitaire et l'industrie, des scientifiques, des gestionnaires environnementaux et d'autres personnes intéressées.

Les participants ont eu l'occasion d'approfondir leurs connaissances et de partager leur expérience de travail avec des espèces en péril. Le bassin hydro-

logique de la Bluenose Coastal Action Foundation par exemple abrite un certain nombre d'espèces en péril dont la sterne de Dougall, le pluvier siffleur et le corégone atlantique.

La Fondation s'est employée au cours des trois dernières années à assurer une aire de nidification sûre pour la sterne de Dougall, qui est soumise à de fortes pressions découlant de la perte de son habitat occasionnée par le développement et les mouettes. Un autre projet de la Fondation a consisté à informer le grand public sur la situation du corégone atlantique dans le bassin hydrologique de Petite Rivière, le dernier endroit au monde où l'on peut encore trouver cette espèce.

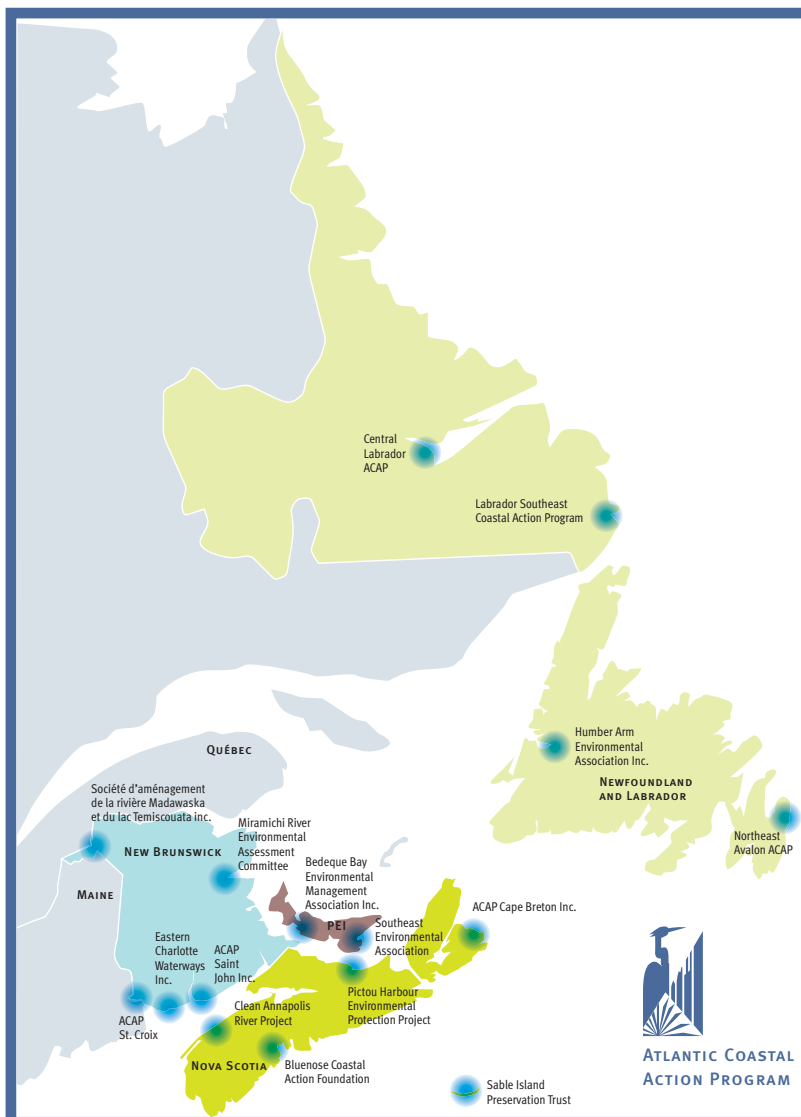
Le congrès a comporté une combinaison de présentations orales et sous forme d'affiches, des plénières et une discussion en groupe portant sur les questions suivantes : perte et bouleversement de l'habitat; éducation et sensibilisation; habitat essentiel pour les espèces en péril. Le Dr Jeff Hutchings, président du Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC), a fait à ce propos une présentation fort intéressante.

Il est plus que jamais important d'assurer l'avenir des espèces en péril. Leur rétablissement dépend de notre aptitude à partager notre expertise, à tenir compte des réussites et des défis, et à trouver de nouvelles façons de collaborer. Ce congrès a été un démarche fondamentale dans le processus de rétablissement.

Pour en savoir davantage sur le dernier congrès de la Bluenose Coastal Action Foundation sur les espèces en péril ou sur les activités de l'organisme, veuillez communiquer avec Heather Olivella en écrivant à heather@coastalaction.org ou visitez le www.coastalaction.org.



Amy Weston, coprésidente de la BCAF, a remercié Dr Jeff Hutchings, président du COSEPAC, après son discours d'ouverture.



Efforts collectifs pour rendre Saint John plus propre et plus verte



ACAP Saint John, Nouveau-Brunswick

Le Réseau vert 2006 de Saint John a été un franc succès! Misant sur la volonté exprimée par la collectivité de nettoyer la ville, le ACAP Saint John est devenu le « guichet unique » pour ce genre d'initiatives. Avec l'aide de la municipalité de Saint John, de la Commission régionale de gestion des déchets solides de Fundy, de l'Université du Nouveau-Brunswick à Saint John, de Dominion Refuse, de Atlantic Metal Recycling, de Gulf Operators, de Irving Pulp and Paper

et de Irving Oil, dix-sept opérations de nettoyage ont été menées entre le 25 juin et le 4 novembre.

Plus de 350 bénévoles ont retiré 2,4 tonnes d'ordures ordinaires, 24 tonnes de déchets provenant de la construction

et de la démolition, sept tonnes de métal, 85 pneus, 23 articles volumineux et 45 déchets domestiques dangereux dans quatre décharges illégales et à l'issue de neuf opérations de nettoyage dans le voisinage et deux autres le long des berges ainsi que de deux ratissages des plages. Parmi les articles les plus curieux ayant été trouvés mentionnons une baignoire, des électroménagers, des pièces automobiles et d'anciennes pancartes électorales (tous partis confondus).

On estime que les 19 nettoyages du Réseau vert ont coûté au total 24 072 \$, soit 1 416 \$ en moyenne par opération. Le coût estimatif de chaque nettoyage a été calculé en fonction du temps donné par les volontaires, du prix du matériel, des redevances de déversement des décharges et des frais associés aux véhicules.

Les habitants de Saint John ont fort bien accueilli l'idée des nettoyages, ce qui a créé dans toute la ville un sentiment de fierté individuel et collectif. Les participants ont certes été choqués de constater combien les ordures et les décharges illégales étaient un problème envahissant dans leur milieu, mais il y a eu quantité de commentaires positifs montrant que le Réseau vert a contribué à rendre la ville plus propre et à sensibiliser davantage les gens à la question et à susciter chez ces derniers une réflexion sur leur propre comportement. En outre, la sensibilisation et les aspects éducatifs associés aux nettoyages ont permis de mieux faire connaître les autres initiatives de gestion des déchets solides menées à Saint John et ont encouragé une participation communautaire. Le Réseau vert a surtout contribué à dynamiser le mouvement environnemental à Saint John en donnant aux habitants et aux organismes de la ville un moyen d'agir directement et d'une façon positive sur le capital naturel de la collectivité.

Pour plus de renseignements sur le Réseau vert, veuillez communiquer avec Roshini Kassie, coordonnatrice du Réseau vert, en écrivant à acapsj@rogers.com, ou en appelant au 506 652-2227, ou visitez le www.acapsj.com et cliquez sur The Green Network.

L'équipement lourd, fourni par les exploitants du Golfe et la ville de Saint-John, a contribué au retrait des tonnes de débris de construction et de démolition.



Les membres de l'équipe de Unilever Canada montrent leurs gants après avoir nettoyé une section sale et mouillée de la rue McDonald.

Une des équipes de nettoyage de Canaport LNG en bordure de Redhead Road.





Surveillance de l'eau du ruisseau Nut

Northeast Avalon ACAP, Terre-Neuve-et-Labrador

À l'été de 2005, le Northeast Avalon ACAP a mis sur pied un nouveau projet destiné à surveiller le réseau hydrographique fort pollué du ruisseau Nut en banlieue de St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador. La première phase du projet a consisté à recueillir et à analyser des échantillons d'eau et de sédiments dans le but de recueillir de l'information de base et de permettre ainsi au Northeast Avalon ACAP de déterminer l'ampleur des dommages environnementaux causés par le déversement de contaminants et l'excès de sédimentation. Cette phase a aussi été l'occasion de distribuer de l'information au grand public et aux décideurs dans différents secteurs.

Le ruisseau Nut se ressent énormément de l'activité industrielle à mi-chemin de son parcours.

On craint surtout que ce cours d'eau et certains de ses affluents passent sous Incinerator Road, qui abrite divers développements industriels dont deux grandes carrières, des installations d'entreposage de déchets dangereux et un site d'enfouissement de carcasses de voitures. Cela se traduit par une

zone de pollution brune visible et la destruction de la rivière et des environnements qui en dépendent. On est encore plus préoccupé par le fait que le ruisseau Nut se déverse en aval dans la rivière Kelligrews qui traverse une région densément peuplée.

Une étude approfondie des échantillons recueillis a révélé de nombreux indices attestant de la piètre qualité de l'eau et de la dégradation environnementale, comme par exemple l'accumulation d'eaux usées, des niveaux élevés d'oligo-éléments et de métaux lourds, et l'étouffement à grande échelle de l'habitat et de la végétation imputable aux piètres méthodes d'exploitation des carrières. Une étude statistique exhaustive et une comparaison avec un site de référence par excellence, situé dans les eaux d'amont intactes du bassin de drainage, ont permis de vérifier l'exactitude des résultats et l'ampleur des dégâts environnementaux causés par l'activité sur Incinerator Road. La diffusion auprès du grand public de ces conclusions a suscité énormément d'intérêt.

La phase deux du projet, qui s'est achevée en 2006, a consisté à surveiller en permanence le réseau pendant l'été, en incluant d'autres sites plus en aval. On a également procédé à de la pêche électrique et à des essais de toxicité sur les poissons de la rivière. Des déversements de pétrole et d'eaux usées plus importants ont été découverts en 2006, mais il s'est avéré difficile pour les ONG et les ministères de s'occuper adéquatement du problème. D'autres mesures de surveillance devraient toutefois être prises sous peu dans l'espoir d'aider à prévenir de nouveaux cas de pollution.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Northeast Avalon ACAP en écrivant à info@naacap.ca ou en appelant au **709 726-9673** ou encore visitez le www.naacap.ca/index.htm.



Nut Brook ruisselle



Nut Brook ruisselle

Revitalisation d'un repère pour la collectivité

ACAP Saint Croix, Nouveau-Brunswick

En décembre 2005, le ACAP Saint Croix a fièrement accepté d'assumer la responsabilité d'un important bien communautaire : le camp Waweig. Situé sur 16 000 hectares de terres boisées bordant la rivière Waweig dans le comté occidental de Charlotte, au Nouveau-Brunswick, le camp Waweig est depuis plus de 80 ans une des « bases » de la collectivité, quelque 10 000 personnes ayant en effet franchi ses portes. Mais l'époque et les priorités ont changé, et il a fallu adopter une nouvelle approche pour maintenir la précieuse tradition du camp Waweig, qui consiste à disséminer des valeurs fondées sur l'environnement, la responsabilité sociale et la viabilité économique.

ACAP Saint Croix n'a pas ménagé ses efforts afin de rajeunir cette institution communautaire. Comme les enjeux et les terres critiques continueront d'être gérés au niveau local, les habitants se verront proposer davantage de possibilités en termes d'intendance, d'activités récréatives et d'apprentissage.

L'acquisition du camp Waweig tombe juste à point. À la fin de 2006, le ACAP Saint Croix a obtenu un financement pour l'agrandissement du parc naturel et marin de Ganong sur une période de deux ans. Dans l'intervalle, le camp Waweig est affecté aux nombreux programmes de sensibilisation auparavant menés dans le parc de Ganong, ce qui lui donne un nouvel essor. Un de ces programmes consiste en une série

d'ateliers sur le thème « Renouer avec la collectivité ». Ce thème visait à réunir des aînés et des jeunes dans un environnement invitant pour tirer parti de leur connaissance de la nature et de leur faculté de percevoir le monde qui les entoure et de s'y associer. Le programme a essentiellement consisté à améliorer la conscience sensorielle des participants à l'endroit de la nature, à développer leur sens de l'observation et à leur donner de solides notions de base sur leur cadre naturel ambiant. Grâce aux réparations et aux rénovations effectuées par le personnel et les bénévoles dévoués ACAP Saint Croix, le camp Waweig a aussi pu accueillir un certain nombre de groupes et de programmes communautaires, dont la classe d'activités de plein air de l'école secondaire St. Stephen, les participants à l'initiative Women's Healing and Relaxation et l'association Katimavik locale.

Une fois pris en charge par le ACAP Saint Croix, le camp Waweig sera à la disposition de la collectivité locale, du milieu international et des visiteurs. Il deviendra un point de convergence pour les programmes de développement durable et un centre d'apprentissage important voué aux ressources naturelles et à leur utilisation traditionnelle.

Pour en savoir davantage sur le sujet, visitez le www.campwaweig.com/waweig.html, communiquez avec Kim Reeder en écrivant à kim@scep.org ou en appelant au 506 467-9905, ou rendez-vous sur le site Web principal du PAZCA de Sainte-Croix au www.scep.org.



Les enfants ont du plaisir à prendre part au programme « Reconnecting the Community With the Land ».



Participants au programme « Elderaction ».



Le message du PALA se rend en Corée du Sud

Miramichi River Environmental Assessment Committee, Nouveau-Brunswick

Harry Collins, directeur exécutif du Miramichi River Environmental Assessment Committee (MREAC) s'est rendu en 2006 en Corée du Sud pour présenter (MREAC) en qualité de membre du PALA.

Cette occasion de voyage à l'étranger s'est présentée à la suite du passage au Nouveau-Brunswick, en février 2006, du Dr Yung Chul Lee et du Dr Dae In Lee de l'Université nationale de Jeonnam à Yeosu, en Corée du Sud. Ces derniers étaient venus dans la province dans le but précis d'étudier et de mieux connaître l'impact du PALA comme modèle économique basé sur la collectivité. Leurs études ont montré à ce jour que le PALA est le meilleur modèle du genre comparé à d'autres exemples étudiés

en Chine et en Australie. Le Dr Yung Lee y a donc vu une occasion de partager une expérience de première main en invitant Harry Collins à s'adresser directement à un certain nombre de ses collègues, notamment des représentants de l'université, du gouvernement et d'organismes non gouvernementaux de la région.

Harry Collins s'est rendu dans la ville côtière de Yeosu, dans la mer du Sud, pour s'entretenir avec le Dr Yung Lee et ses collègues. (Yeosu est une ville d'environ 300 000 habitants, petite selon les normes sud-coréennes.) Les modèles d'initiatives fondées sur la collectivité qui sont étudiés par les Drs Lee sont un principe nouveau pour les Coréens. Le

travail universitaire en cours pourrait, souhaitons-le, déboucher sur une nouvelle initiative impliquant une plus grande intervention de la part des collectivités. Reste encore à déterminer si le partenariat entre le Comité d'évaluation environnementale de la rivière Miramichi et l'université de Yeosu va se poursuivre. Que ce soit le cas ou non, l'exposition internationale et l'enseignement qu'en tire Miramichi River Environmental Assessment Committee et l'ensemble du PALA – sont d'une valeur inestimables.

Il s'agit de la deuxième expérience internationale à laquelle le Comité d'évaluation environnementale de la rivière Miramichi a été associé. De 2001 à 2003, il a été jumelé au groupe IZVATAS de la rivière Ishma dans la république des Komis, dans le nord de la Russie. D'autres sites du PAZCA ont, eux aussi, été jumelés avec l'Indonésie, l'Allemagne et l'Uruguay. Miramichi River Environmental Assessment Committee a maintenant la possibilité de partager une précieuse expérience en matière de gestion des bassins hydrologiques avec des partenaires de deux autres continents.

Pour en savoir davantage sur le Miramichi River Environmental Assessment Committee, visitez le www.mreac.org ou communiquez avec Harry Collins en écrivant à mreac@nbnet.nb.ca ou en appelant au **506 778-8591**.



Dr Yung Lee –
Université de Jeonnam



Navires de pêche – Port de Yeosu

Campagne contre les décharges illégales

Eastern Charlotte Waterways Inc., Nouveau-Brunswick



Les décharges illégales sont des lieux autres que des sites d'enfouissement sanitaire où sont jetés des déchets. La plupart des décharges illégales du comté de Charlotte sont situées dans des régions forestières où elles ont un impact sur l'habitat de la faune, la santé, la sécurité, la qualité de l'eau, le tourisme et la valeur des propriétés. Afin de palier à l'augmentation des décharges illégales, Eastern Charlotte Waterways (ECW) et ses partenaires – la South West Solid Waste Commission, les ministères de l'Environnement et des Ressources naturelles du Nouveau-Brunswick, et les autorités locales – ont lancé au printemps 2005 la Campagne contre les décharges illégales.

La première année de la campagne, ECW a répertorié et cartographié 50 décharges illégales en forêt, qui ont été pour la plupart déclarées à la suite d'un appel public à l'information. C'est cette année également que la mascotte Sid (Stop Illegal Dumping) a été créée. Conçue pour donner un visage aux décharges illégales, cette mascotte doit son nom à un enfant de

la région choisi à l'issue d'un concours public.

La campagne de 2006 a continué de diffuser un message environnemental, social et économique. Le personnel d'ECW a visité des écoles de la région, a posé

des affiches invitant les gens à mettre un terme aux décharges illégales, et a inspecté de grandes décharges avant et après des week-ends critiques.

Une des principales réalisations de la campagne de 2006 a été la création d'une liste des décharges recommandées, à insérer dans l'annuaire téléphonique. Cette liste se trouve sur le site Web d'ECW et est disponible auprès de certaines entreprises du comté.

ECW a également remédié au problème d'une décharge illégale le long de Fraiser Beach Road à Mascarene en procédant au nettoyage de l'endroit. L'opération a été menée dans le but de créer un repère économique, ECW ayant ainsi pu établir le coût du nettoyage d'autres sites. Le personnel d'ECW a évalué pendant l'automne un certain nombre d'autres décharges signalées dans le but d'attribuer un coût de nettoyage basé sur le repère Fraiser. ECW estime que les coûts de nettoyage pour l'ensemble des décharges répertoriées dans le comté de Charlotte se chiffrent en millions de dollars – des fonds publics qui pourraient sans nul doute être mieux dépensés avec les soins de santé et la voirie.

Pour en savoir davantage sur la Campagne contre les décharges illégales, visitez le site de Sid au www.ecwinc.org/sidsplace.htm, communiquez avec Laura Barrett en appelant au **506 456-6001** ou rendez-vous sur le site principal d'ECW au www.ecwincnbnet.nb.ca.



Affichage d'un panneau pour empêcher les déversements illégaux.



Mascotte pour faire cesser les déversements illégaux, DGSI.

Ce bulletin, qui est une initiative du Conseil consultatif du PALA, est publié par la direction de l'Intégration stratégique et écosystèmes intégrés d'Environnement Canada. Nous remercions tous les groupes du PAZCA qui ont soumis des articles.

Des commentaires ou des questions?
Colleen McNeil, coordonnatrice du PALA
(902) 426-5777 ou colleen.mcneil@ec.gc.ca